

Les réfugiés syriens au Liban victimes d'expulsions en cascade

Dans un Liban gangrené par les crises successives, les deux millions de Syriens ayant fui la guerre et le régime de Bachar Al Assad ne sont plus les bienvenus.



District du Akkar (Liban)
De notre envoyée spéciale

Des murs noircis de moisissures, un fin toit de tôle d'où pendent des ampoules orphelines d'électricité, pas d'eau. Dans le Akkar (Liban du Nord), cette mesure abandonnée surplombant un élevage de poulets désaffecté est le nouveau domicile d'Ala', Najwa et de leurs deux enfants, Malak, 10 ans et Joud, 6 ans (1). Quinze jours qu'ils vivent là, presque reclus. Ils habitaient auparavant dans un campement de réfugiés syriens à Wadi Anjar, dans la plaine fertile de la Bekaa. Originaire de la province syrienne de Homs, l'homme de 28 ans est installé au Liban depuis 2011. Cette année-là, l'adolescent fuit au Liban avec son père, de peur d'être enrôlé de force par l'armée, voire arrêté, comme tous les hommes de 15 ans et plus, alors que la révolte gronde en Syrie.

Beaucoup estiment qu'un retour des Syriens est désormais possible dans les régions « sécurisées » tenues par Bachar Al Assad.

Entrés au Liban en toute légalité, ils s'installent dans une tente, persuadés que leur retour est une affaire de quelques mois. Les années passent, le conflit en Syrie se durcit. Ala', qui s'est marié entre-temps, travaille dans des champs



Un couple de jeunes syriens traverse une rue devant un camp de réfugiés installé à la périphérie du village de Miniara (Akkar), le 20 mai. Joseph Eid/AFP

de pommes de terre. Enregistré en 2013 auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), il mène une vie « heureuse », malgré la dureté de ses conditions de vie.

Dix ans plus tard, l'atmosphère a radicalement changé. La crise économique amorcée en 2019 a tout emporté sur son passage, conjuguée avec une double vacance à la tête de l'État. Les Libanais, exsangues, ont plongé dans la pauvreté sous l'effet des crises successives et d'une dévaluation brutale de la livre. Dans ce contexte socialement explosif, les réfugiés syriens de plus en plus nombreux (lire les repères) ne sont plus les bienvenus. On leur reproche de peser sur les infrastructures libanaises en état de déliquescence avancée, d'être responsables de l'insécurité grandissante et de menacer le fragile équilibre démographique et professionnel.

Dans plusieurs régions, l'ambiance est inflammable, des localités multiplient les mesures de rétorsion, imposent des couvre-feux aux réfugiés, d'autres les expulsent

manu militari, sous l'œil des caméras. « Dès 2022, notre campement a été ciblé par l'armée, qui fouillait les tentes, confisquait les panneaux solaires », raconte Ala'. Beaucoup au Liban estiment qu'un retour des Syriens est désormais possible dans les régions « sécurisées » tenues par Bachar Al Assad. En avril, un meurtre a replacé la question au premier rang des préoccupations nationales. Pascal Sleiman, un responsable local du parti de la droite chrétienne des Forces libanaises, a

repères

Deux millions de Syriens sur le sol libanais

Le Liban, qui compte 5,5 millions d'habitants, estime à deux millions le nombre de Syriens sur son sol.

Sur ces deux millions de réfugiés, seuls 800 000 sont enregistrés auprès du Haut-Commissariat aux Nations unies (le Liban a demandé au HCR d'arrêter l'enregistre-

été tué par un gang de malfaiteurs syriens. Début mai, l'octroi par l'Union européenne de 1 milliard d'euros destiné à soutenir la « stabilité socio-économique et lutter contre l'immigration clandestine » qui déborde sur l'île de Chypre voisine, a jeté de l'huile sur le feu. La classe politique a vu dans ce « cadeau » une tentative de maintenir les Syriens au Liban.

Dans la bourgade libano-arménienne de Wadi Anjar, l'air est électrique. « Les habitants et la munici-

ment des Syriens en 2015, NDLR), soit le ratio le plus élevé au monde en nombre de réfugiés par habitant.

Le 27 mai, les donateurs internationaux, sous l'égide de l'Union européenne, se sont engagés à verser 5 milliards d'euros pour les réfugiés syriens au Liban, en Jordanie et en Irak, Bruxelles insistant sur le fait qu'ils ne doivent pas être « poussés à retourner » vers leur pays déchiré par la guerre.

palité ont dit qu'ils ne voulaient plus de Syriens, ils nous insultaient, nous menaçaient », raconte Ala'. La ville a fixé un ultimatum de quinze jours avant de démanteler le camp. Apeuré, Ala'n'a pas attendu la date butoir pour partir. Direction Rahbé, dans le Akkar, où son frère lui a négocié un pied-à-terre auprès de son employeur. Isolé et insalubre, sans eau ni électricité.

À une quinzaine de kilomètres, à Bqerzala, les 2500 habitants de cette localité rurale maronite côtoient 265 « déplacés », dont 10 % sont sans papiers. « Sur le plan humain, nous ne pouvons pas refuser de les accueillir, personne ne quitte son pays de son plein gré », souligne le maire Hana Semaan, proche du Parti social national syrien. « D'ailleurs, si on me demande d'expulser les sans-papiers, je ne le ferai pas. Mais on ne peut pas nier le poids économique quand il faut alimenter 80 familles de plus en eau, électricité et services de voirie. »

Le notable dit comprendre l'hostilité grandissante envers les réfugiés syriens, « car ils ont le soutien

Suite page 12. ●●●